



C. Ventura, *L'éveil d'un continent. Géopolitique de l'Amérique latine et de la Caraïbe*, Paris, Armand Colin, juin 2014.

Introduction

L'Amérique latine/Caraïbe fait partie des régions dites « émergentes ». Mais que signifie cette affirmation ? Quelles formes prend aujourd'hui son insertion dans la mondialisation, cette phase de mutation du système économique, des échanges et des relations internationales entamée depuis les années 1990 ? Le sous-continent forme-t-il un ensemble homogène ? Les transformations économiques, politiques et sociales actuellement à l'œuvre dans cette région traditionnellement assimilée à une « périphérie » du système-monde¹ indiqueraient-elles les prémises d'un mouvement plus vaste de reconfiguration géopolitique qui verrait s'éloigner chaque jours un peu plus les rivages de la mer Noire et les équilibres issus de la Conférence de Yalta (1945) ? La montée en puissance de l'Amérique latine/Caraïbe contemporaine sur la scène internationale fournit-elle des éléments de compréhension originaux du monde qui vient.

Approfondir ces problématiques, telle est l'intention de cet ouvrage. Dans cette perspective, nous avons adopté une approche transversale et thématique qui ne prétend évidemment pas aborder, de manière exhaustive, l'ensemble des sujets pertinents permettant de saisir toutes les dimensions de la vie et des évolutions des sociétés latino-américaines. Nous avons choisi de traiter une série de thèmes nous paraissant mettre en valeur les principales tendances qui façonnent durablement le champ économique, politique et géopolitique latino-américain actuel. Comme tout choix, il a induit des renoncements. Ainsi, nous avons laissé de côté, par exemple, la dimension culturelle par laquelle l'Amérique latine/Caraïbe s'affirme pourtant comme un acteur singulier de la mondialisation. Sa musique, sa littérature, son cinéma, ses arts en général rayonnent aux quatre coins de la planète et constituent autant d'ambassadeurs itinérants pour la région.

Une autre option aurait consisté à étudier chaque pays, ou groupe de pays. Mais nous avons renoncé à ce mode d'exposition, pour trois raisons. D'une part, parce que l'analyse des évolutions d'une quarantaine de pays dans la période actuelle aurait tout simplement été impossible. D'autre part, limiter l'étude aux deux ou trois pays (Brésil, Argentine, Mexique) généralement retenus par la récente production éditoriale en France nous a semblé redondant. Enfin, nous avons considéré

qu'une approche transversale et thématique permettait, mieux qu'une autre, d'illustrer l'approfondissement et l'accélération – ainsi que les tâtonnements – des interdépendances actuellement à l'œuvre entre les sociétés latino-américaines. En quelque sorte, il s'agit de mettre en évidence la contribution polymorphe de cette région à la formation progressive d'un monde multipolaire.

Ruptures et continuité...

La découverte du Nouveau Monde (plus précisément de la Caraïbe) par Christophe Colomb le 12 octobre 1492 a constitué une étape majeure de l'histoire longue du système-monde. Cet événement tectonique a eu pour première conséquence le rattachement – par voie d'annexion – d'une immense région au périmètre de domination mondiale de l'Europe qui, par voie de conséquence, s'en est retrouvé considérablement et durablement élargi. Tout au long de son histoire, le sous-continent nommé Amérique latine à partir du milieu du XIX^e siècle² a subi différentes phases de domination et d'exploitation étrangères. En s'entremêlant, elles ont largement contribué à forger l'identité et à déterminer la position de la région dans l'ordre international. Au colonialisme et à l'esclavagisme de la période espagnole et portugaise (XVI^e-XIX^e siècles) se sont surajoutées, aux XVIII^e et XIX^e siècles, les autres dominations européennes dans la Caraïbe (Pays-Bas, France, Royaume-Uni), puis, aux XIX^e et XX^e siècles, la tutelle des Etats-Unis. Celle-ci s'est progressivement imposée à la faveur d'un certain nombre d'événements politiques et militaires. En 1823, la doctrine Monroe (du nom du président des États-Unis James Monroe – 1817/1825 –) fixe la politique états-unienne en matière de relations avec la partie sud de l'Hémisphère. Elle affirme "L'Amérique aux Américains". Pour Washington, ce slogan signifie que l'Amérique latine/Caraïbe constituera désormais son "arrière-cour". Les Etats-Unis se lancent dans une guerre d'annexion au Mexique qui le dépossèdera de la moitié de son territoire entre 1846 et 1848. L'amendement Platt, voté en tant que disposition légale du Congrès en 1901, ira plus loin encore. En effet, il octroie aux Etats-Unis un droit d'ingérence et d'intervention militaire à Cuba, qu'ils viennent "d'aider" à gagner son indépendance (1898) face à la Couronne espagnole agonisante dans la région. Cette guerre hispano-américaine leur permet également d'annexer purement et simplement Porto Rico. L'amendement Platt intègre la Constitution cubaine en 1903 et conditionnera les relations entre Washington et son nouveau semi-protectorat jusqu'à la révolution cubaine de 1959 conduite par Fidel Castro. En 1903 toujours, les Etats-Unis obtiennent la concession à perpétuité de la zone où se construira le canal de *Panamá* (1914) et un pouvoir de police dans la région en contrepartie de leur appui militaire aux sécessionnistes qui arrachent le *territoire panaméen à la Colombie*. Cet épisode interventionniste en déclenchera d'autres. Le Nicaragua, Haïti et la République dominicaine sont ainsi respectivement occupés en 1912 (jusqu'en 1936), en 1915 (jusqu'en 1934), et en 1916 (jusqu'en 1924)³. En 1914, alors que l'Europe s'embrase, les *marines* américains occupent la ville de Veracruz au Mexique et se substituent progressivement aux belligérants européens (notamment la Grande-Bretagne) dans la région en tant que nouvelle puissance commerciale, financière et militaire. Cette dynamique se renforcera tout au long du XX^e siècle au cours duquel Washington imposera une politique de domination intégrale en Amérique centrale et dans la Caraïbe⁴ (hors Cuba) et appuiera – ou provoquera – sur tout le sous-continent, les coups d'Etat et les dictatures qui s'y succéderont. Soumise aux entreprises extérieures de domination depuis 1492, l'Amérique latine/Caraïbe a, en contrepoint, toujours constitué le creuset de puissantes luttes sociales et politiques d'émancipation et d'indépendance, tour à tour ou conjointement indigènes, créoles, noires, paysannes, ouvrières, et d'inspiration révolutionnaires dans la seconde moitié du XX^e siècle.

Pour résumer à grands traits les dynamiques structurantes de la région latino-américaine et caribéenne dans le champ des relations internationales, on peut dire que, jusqu'à récemment, dans

toutes les phases de son histoire et quels que soient les régimes politiques qui s'y sont succédé (royautés et empires, républiques oligarchiques, dictatures, démocraties), l'Amérique latine/Caraïbe a toujours - et d'abord - été un gisement de matières premières, agricoles, minières, minérales et naturelles de premier ordre pour les économies et les puissances dominantes du système-monde. Prisonnière de sa dépendance structurelle aux marchés internationaux, aux capitaux, et à la technologie des pays du centre de l'économie mondiale, cette région au profil économique extraverti a toujours rempli, à leur service, la fonction de zone exportatrice de produits à faible valeur ajoutée tout en leur assurant un réservoir de main d'œuvre à faible coût et un - modeste - marché d'importation pour leurs produits manufacturés.

Déplacement du clivage Nord/Sud, crise systémique, basculement politique : la nouvelle donne des années 2000-2010

Depuis quelques années, dans le cadre de la mondialisation économique et financière, l'Amérique latine/Caraïbe semble pourtant amorcer un tournant. Se pourrait-il même qu'elle ébauche une bifurcation qui la libérerait progressivement de sa trajectoire traditionnelle ? Rien n'est moins sûr car, comme nous le verrons, la région, contrairement à l'Asie par exemple, ne modifie qu'à la marge sa position économique dans la nouvelle division internationale des échanges. La transformation progressive du système économique et d'échanges mondial dilate et segmente, dans un même mouvement, le « centre » de l'économie-monde sous l'effet de l'internationalisation et de la fragmentation des processus productifs et financiers mondiaux. Ce « centre » se reconfigure comme un nouveau magma transnational englobant Etats, territoires, villes, acteurs économiques, commerciaux, financiers, technologiques et sociaux des pays du Nord et du Sud pris dans cette dynamique générale. Cette configuration stimule le développement de nouvelles concurrences et alliances à géométrie variable entre tous ces acteurs qui obéit à des jeux d'intérêts géoéconomiques et géopolitiques à court, moyen et long termes. Pour sa part, la « périphérie » se (re)déploie le long des nouvelles frontières de ces « centres », qu'ils soient dans le Nord ou le Sud, au sein de chaque pays, du Nord ou du Sud.

Ainsi, la phase actuelle de mondialisation n'a pas mis fin au clivage Nord/Sud, mais en a sensiblement modifié les conditions de développement et les formes. Il n'y a plus, aujourd'hui, les pays « avancés » d'un côté, et ceux en développement de l'autre. Cette évolution induit une reconfiguration des logiques de domination à l'échelle internationale alors que les relations commerciales et politiques Sud/Sud connaissent une expansion inédite qui bouscule les équilibres traditionnels. Ce processus élargit la compétition internationale qui implique acteurs économiques et Etats, notamment pour l'accès aux ressources naturelles, énergétiques et alimentaires, mais également pour le contrôle de leur approvisionnement et de leur acheminement. Cette maîtrise conditionne le maintien et l'exercice des indépendances et des souverainetés nationales. L'amplification des relations Sud/Sud engendre par ailleurs la multiplication de déséquilibres économiques entre nouveaux « entrants ». Ainsi, l'Asie, principal moteur de l'économie mondiale, est à l'origine - vers les autres pays du Sud - de flux commerciaux essentiellement constitués de produits manufacturés tandis que ces autres pays du Sud, en premier lieu latino-américains, y exportent, eux, des matières premières à faible valeur ajoutée dont la valeur reste soumise à la volatilité des cours mondiaux sur lesquels ils ont peu d'influence. Cette relation maintient les pays latino-américains dans une dépendance vis-à-vis du marché mondial, fut-il élargi à des économies asiatiques concurrentes de celles de la Triade (Etats-Unis, Europe, Japon). Mais, dans le même temps, l'intensification des relations politiques Sud/Sud reflète les nouvelles tensions étatiques entre pays du Sud et du Nord. Elle donne naissance à de nouveaux cadres d'alliances internationales (Brics, Organisation de coopération de *Shanghai* (OCS), G 77 + Chine, etc.) auxquels ne participent pas les Etats-Unis et dans lesquels les pays latino-américains se déploient et font valoir leurs

Dans ces nouvelles conditions historiques, l'Amérique latine/Caraïbe pourrait bien transformer ses faiblesses d'hier, héritées de 1492, en atouts pour demain. Les années 2000-2010 ont vu l'accroissement de la demande de matières premières et de ressources naturelles – ainsi que l'envolée des cours – des économies émergentes, notamment de la Chine entrée au sein de l'OMC en 2001. Ce mouvement a puissamment bénéficié à l'Amérique latine/Caraïbe. Le basculement progressif du centre de gravité de l'économie mondiale vers l'Asie/Pacifique s'est ainsi traduit, pour le sous-continent, par une explosion et une diversification de ses exportations. Cette situation renforce certes, voire aggrave, le caractère extraverti des économies latino-américaines largement cantonnées à leur rôle de producteur de matières premières, mais elle intervient tandis que la question du contrôle et de la sécurisation des approvisionnements de ressources énergétiques, naturelles et alimentaires devient un enjeu éminemment stratégique pour tous les pays de la planète et les institutions internationales. Dans ce contexte, l'Amérique latine/Caraïbe, riche de ces ressources, expérimente des changements politiques majeurs qui cherchent à organiser l'autonomisation politique progressive de la région par rapport à l'hégémonie des Etats-Unis et, secondairement, de l'Europe. Une nouvelle génération de gouvernements progressistes, qui a voulu rompre avec le néolibéralisme doctrinaire et les institutions financières internationales, est ainsi arrivée au pouvoir dans une majorité de pays d'Amérique du Sud. Bénéficiant du nouveau cycle économique des années 2000-2010, ces gouvernements ont trouvé les marges de manœuvre financières (la plupart des Etats sont devenus créditeurs après des années d'endettement massif) et la stabilité économique nécessaires à la réalisation de leurs objectifs politiques et sociaux. Sur les plans géopolitique et géoéconomique, ils ont été en mesure de diversifier leurs alliances, notamment vers les nouvelles puissances émergentes du Sud (Chine, Inde, Russie, Iran, pays africains et du Moyen-Orient). Ils ont ainsi pu engager une démarche d'affirmation progressive de leur souveraineté politique et économique vis-à-vis des puissances du « centre ». Les Etats-Unis, enlisés en Irak, en Afghanistan et dans leur guerre sans fin contre le terrorisme, ont été contraints de prendre acte de cette nouvelle situation, tout comme leurs alliés dans la région (Colombie, Chili notamment pour l'Amérique du Sud).

De surcroît, le cataclysme financier de 2008 a projeté le monde dans une crise systémique qui va bien au-delà de ses dimensions immédiatement financières et économiques. Les sociétés sont confrontées à une crise de la globalisation elle-même qui combine des dimensions économique, financière, énergétique, écologique, alimentaire, sociale et géopolitique. L'avènement d'un monde instable et incertain impose de nouveaux défis aux Etats. Les risques de pics de productions pétrolières et de pénuries énergétiques et hydriques s'accroissent (notamment, pour ce dernier cas, en Afrique du Nord, en Asie dont la Chine, ou au Moyen-Orient). D'une manière générale, les capacités de la planète à fournir les ressources nécessaires à la durabilité et à l'extension du modèle de développement économique dominant s'amenuisent, ce qui provoque – et provoquera – une multiplication des tensions et des conflits.

Cette transition longue et périlleuse pourrait paradoxalement renforcer le poids géopolitique futur de l'Amérique latine/Caraïbe. La région aborde, en effet, le XXI^e siècle avec de nombreux atouts. Sa croissance économique soutenue – 5,5 % en moyenne pour toute la région entre 2000 et 2010 – connaîtra un ralentissement mais ne sera pas menacée au cours des prochaines années, en dépit des conséquences durables de la crise de 2008. Evaluée à 2,6 % en 2013, elle est estimée à 3 % pour 2014 et 3,5% pour 2015. Par ailleurs, alors que les besoins énergétiques mondiaux s'apprêtent, selon l'OMC⁵, à croître d'un tiers d'ici 2035 du fait du développement des économies émergentes, la région dispose de réserves énergétiques (gaz, pétrole, ressources de schistes) et de ressources naturelles (eau, minerais divers, métaux rares⁶, etc.) parmi les plus importantes de la planète. Grâce aux locomotives argentines et brésiliennes, l'Amérique latine/Caraïbe constitue déjà l'une des

premières puissances agro-exportatrice mondiale. L'enjeu est considérable dans un contexte où la population mondiale atteindra 9,6 milliards d'individus en 2050 et qu'il faudra augmenter la production agricole mondiale de 70% par rapport à son niveau de 2006. Pour autant, le modèle agricole latino-américain est au cœur d'un vif débat relatif à la question de la sécurité et de la souveraineté alimentaires et à ses conséquences sur l'agriculture nourricière, les populations paysannes, l'environnement, etc. L'Amérique latine/Caraïbe constitue enfin un réservoir unique de biodiversité.

Sur le plan politique, le sous-continent, traditionnellement associé aux multiples coups d'État et aux dictatures soutenus par les États-Unis, a vu la démocratie s'installer (à partir des années 1980) et se consolider dans les années 2000-2010. C'est même de cette région qu'ont surgit, au cours de cette période, les innovations les plus remarquables en matière de renouvellement des pratiques de la vie publique et des politiques publiques au niveau international (budgets participatifs, processus constitutifs, reconnaissance constitutionnelle des droits indigènes, référendums révocatoires, etc.)⁷. L'Amérique latine/Caraïbe est une région pacifique et dénucléarisée capable de canaliser démocratiquement les différends politiques ou territoriaux qui y subsistent. On pense par exemple aux disputes maritimes qui, bien qu'en cours de règlement dans le cadre de la Cour internationale de justice de La Haye (CIJ), affectent les relations entre le Pérou et le Chili ou assombrissent toujours, dans leurs cas, celles de la Bolivie avec ce même Chili⁸.

La première élection de Hugo Chavez à la tête du Venezuela (1998)⁹ a donné le coup d'envoi d'une séquence politique qui a durablement modifié la donne régionale. Quinze ans plus tard, une majorité de pays sud-américains est dirigée par des gouvernements que le sociologue brésilien Emir Sader, figure intellectuelle du « Lulisme », qualifie de « post-néolibéraux ». D'autres emploient, selon les cas et les gouvernements en question, les termes « gauche radicale », « national-populaire » ou encore « progressiste » pour les qualifier. Pour notre part, nous utiliserons essentiellement ce dernier terme.

L'un d'entre eux, le Brésil, fait figure de champion géopolitique et économique régional incontesté. Membre des Brics et du G 20 (tout comme l'Argentine et le Mexique), il a impulsé, en 2003, la création du Forum de dialogue IBAS (Inde, Brésil, Afrique du Sud) dont l'objectif est de peser dans les négociations commerciales internationales. Le représentant de Brasilia au sein de l'OMC depuis 2008, Roberto Azevêdo, dirige désormais l'institution (2013). Quant à lui, José Graziano da Silva est le directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) depuis 2012. Par ailleurs, d'autres pays, comme le Chili, ont rejoint, depuis 2010, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)¹⁰. Enfin, l'Amérique latine/Caraïbe est présente dans la sphère des pouvoirs religieux mondiaux depuis que l'argentin *Jorge Mario Bergoglio* a été élu pape de l'Église catholique, sous le nom de François, en 2013.

Zones d'ombres

Désormais partie prenante du nouveau monde émergent, l'Amérique latine/Caraïbe reste toutefois un espace de développement aux multiples contrastes et fractures. Elle est la région du monde la plus inégalitaire du point de vue social. L'économie informelle touche 127 millions de personnes selon l'Organisation internationale du travail (OIT). Parmi les 20% des individus les plus pauvres de la région, 73,4 % vivent ainsi de la « débrouille ». Cette proportion atteint même 30 % dans la tranche des 20% des individus les plus riches¹¹. La pauvreté, globalement en recul, reste néanmoins très élevée dans certains pays (50 % de la population au Honduras, au Guatemala ou au Nicaragua). La malnutrition touche encore cinquante-trois millions d'individus (environ 10 % de la population) même si, selon la FAO, seize millions de personnes en sont sorties ces dernières décennies¹².

La violence et la criminalité organisées - notamment celles liées au trafic de drogues - prolifèrent dans la région. Le trafic se déploie dans un périmètre incluant désormais, avec la diversification de la consommation internationale et son augmentation dans la région, le Mexique, les pays d'Amérique centrale et de la Caraïbe, la Colombie, l'Équateur, la Bolivie, le Pérou, le Brésil et le Venezuela. L'Amérique du Sud (Bolivie, Colombie, Pérou) est l'unique producteur et fournisseur mondial de cocaïne (entre 776 et 1051 tonnes en 2011). Le Mexique produit également de l'héroïne. Selon l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC)¹³, la consommation se tasse aux États-Unis et se stabilise en Europe. En revanche, elle se développe dans de nouvelles zones, en Asie de l'Est et du Sud-Est (Chine), en Océanie (Australie) et en Amérique latine/Caraïbe (Brésil notamment). La Bolivie et le Pérou prennent une part croissante dans la production, tandis qu'elle baisse sensiblement en Colombie. Le Mexique et l'Amérique centrale constituent les voies d'acheminement pour le marché nord-américain. Le Venezuela et la Caraïbe (et dans une moindre mesure le Brésil) sont intégrés aux chaînes de transit pour l'Europe.

Certains pays, comme le Mexique, sont quasiment en état de guerre (entre 70 000 et 100 000 victimes de la « guerre du narco » depuis 2006). Du Venezuela à Rio de Janeiro en passant par la Colombie (pays dans lequel un conflit armé ayant causé au moins 220 000 morts et plus de cinq millions de déplacés à l'intérieur du pays oppose principalement, depuis 1964, l'État aux Forces armées révolutionnaires de Colombie - FARC¹⁴), de nombreux foyers de violences subsistent ou se développent en Amérique latine/Caraïbe. Enfin, les désastres humanitaires n'épargnent pas la région (Haïti).

Quels sont les contours de la nouvelle modernité latino-américaine ? Où se situent les points de rupture et les éléments de continuité avec son passé ? Dans quelle mesure la nouvelle donne régionale prépare-t-elle réellement l'Amérique latine/Caraïbe à devenir, cinq siècles après sa soumission fondatrice à l'Europe, l'un des piliers de ce monde multipolaire dont l'Asie sera le centre de gravité et dans lequel se consolidera un nouvel axe géoéconomique Sud/Sud constitué autour de la puissante Chine ?

références

Nous empruntons cette notion socio-historique à l'œuvre du sociologue états-unien Immanuel Wallerstein qui lui donne une définition et un champ d'application plus riches dans l'histoire longue. Sur ce sujet, lire *Le capitalisme historique*, La Découverte, Paris, 2002. Dans le cadre de la période actuelle de globalisation économique et financière, nous pourrions dire que le système-monde se définit tout à la fois comme un système économique et d'échanges

1. ↑ caractérisé par un régime d'accumulation sans fin du capital et des richesses à l'échelle mondiale et un système de relations interétatiques tendanciellement interdépendantes où les États sont en concurrence pour capter ce capital et ces richesses. Il induit l'existence de clivages entre acteurs du centre (l'Europe élargie à la Triade avec les États-Unis et le Japon), de la semi-périphérie et de la périphérie (le reste du monde) de l'économie-monde, ainsi qu'entre forces sociales et politiques agissantes au sein de chaque espace de confrontation.

- Le nom « Amérique » provient de celui de l'explorateur Amerigo Vespucci. On en trouve la première trace dans un ouvrage de cartographie publié en France en 1507 par un éditeur de Saint-Dié intitulé *Introduction à la cosmographie*. L'expression « Amérique latine » a, quant à elle, été inventée en 1856/1857 par deux républicains vivant à Paris, le Chilien Francisco Bilbao et le Colombien José María Torres Caicedo. Ce dernier la consacra dans son fameux poème "Las dos Américas" (15 février 1857 : <http://www.filosofia.org/hem/185/18570215.htm>). Reprise sous le Second Empire, l'expression sert de paravent idéologique à Napoléon III pour justifier son intervention au Mexique (1861-1867). Sous couvert de solidarité avec les nations latines des Amériques, son dessein est de concurrencer l'Espagne, la Grande-Bretagne et les États-Unis dans la région.
2. ↑ En 1933, la VIIe Conférence interaméricaine donne naissance à la Convention de Montevideo qui met fin, en théorie, au droit d'intervention militaire des États-Unis dans la région.
 3. ↑ Durant la guerre froide, les États-Unis interviendront militairement trois fois : en République dominicaine en 1965, à Grenade en 1983 et à Panamá en 1989. De même, ils appuieront systématiquement, lorsqu'ils ne les susciteront pas eux-mêmes, toutes les guérillas anti-communistes en Amérique centrale et en Amérique du Sud.
 4. ↑ « Rapport sur le commerce mondial 2013. Facteurs déterminant l'avenir du commerce mondial », [Organisation mondiale du commerce \(OMC\)](#), 18 juillet 2013.
 5. ↑ Selon la liste élaborée en 2010 par l'Union européenne, il en existe quatorze : antimoine, béryllium, cobalt, fluor, gallium, germanium, graphite, indium, magnésium, niobium, platinoïdes, terres rares, tantale, tungstène. Ces métaux sont déterminants pour la production industrielle, militaire, spatiale, électronique, etc.
 6. ↑ On lira sur cette question des avancées démocratiques l'ouvrage de Georges Couffignal, *La nouvelle Amérique latine*, notamment le chapitre intitulé « L'innovation constitutionnelle ». Voir bibliographie.
 7. ↑ Depuis la guerre du Pacifique (1879-1883) qui avait opposé la Bolivie et le Pérou au Chili victorieux, les trois pays sont en dispute maritime. Le Pérou accuse le Chili de s'accaparer une partie de ses eaux territoriales dans le Pacifique. Depuis 2008, Lima a saisi la CIJ. La Cour a soumis, le 27 janvier 2014, une proposition de règlement aux deux parties incluant la reconnaissance mutuelle d'une frontière maritime commune. Cette proposition a été, sur le principe, acceptée par les deux pays. La Bolivie, pour sa part, s'est vue couper son accès au Pacifique depuis la fin du conflit séculaire et souhaite le récupérer. Cette perte correspond à 400 kilomètres de côtes et à 120 000 Km² de territoire. La CIJ est également saisie par La Paz.
 8. ↑ Hugo Chavez est décédé le 5 mars 2013.
 9. ↑ Le Mexique est le second pays d'Amérique latine présent, depuis 1994, dans ce club des pays riches.
 10. ↑ On peut définir l'économie informelle comme l'économie du " système D ". Elle se caractérise par l'inexistence de droit du travail, une précarité aigüe des conditions de travail, une faible productivité, etc.
 11. ↑ « [Panorama de la seguridad alimentaria y nutricional en América Latina y el Caribe 2012](#) », FAO, 2012.
 12. ↑ « [Rapport mondial sur les drogues 2013](#) », ONUDC, mai 2013.
 13. ↑ Il s'agit, avec celui du Cachemire et de la Palestine, du conflit qui détient le record de longévité sur la planète. Il fait néanmoins l'objet d'un processus de dialogue de paix ouvert depuis le 4 septembre 2012.